

## Les stations radio des OP : un succès certain ... à l'avenir incertain ? par Solène Jomier – Février 2023

Si les opérations de paix font l'objet de critiques récurrentes, il y a bien un de leurs outils qui fait exception à cette règle : les radios onusiennes. Ces radios, établies au niveau national par la mission de paix, diffusent dans la/les langue(s) locale(s) une information vérifiée et fiable, visant à lutter contre la diffusion d'informations partisanses, des rumeurs et de fake news. À l'occasion de la célébration de la [journée mondiale de la radio](#) le 13 février dernier, dédiée cette année à « la radio et la paix », il est pertinent de revenir sur l'apport de ces instruments de la paix, et sur les défis qu'ils rencontrent aujourd'hui, en particulier dans l'espace francophone.

C'est en 1992 qu'une mission de maintien de la paix, l'APRONUC déployée au Cambodge, propose pour la première fois un tel service à la population. Une première expérience qui a confirmé l'utilité de cet outil, et fait des émules.

Plus de 20 ans après, l'ONU dispose désormais d'une station de radio officielle dans quatre pays où sont déployées des opérations de paix : en RDC ([Radio Okapi](#) depuis 2002), au Soudan du Sud ([Radio Miraya](#) depuis 2006), en RCA ([Guira FM](#) depuis 2014) et au Mali ([Mikado FM](#) depuis 2015).

Dans des territoires où la radio reste le plus souvent la première source d'information des habitants, ces stations parviennent à émettre sur une grande partie du territoire national, un défi qu'elles sont souvent les seules à relever.

L'apport de ces radios se situe à trois niveaux. Tout d'abord, elles sont un outil essentiel d'information, diffusant des nouvelles vérifiées et impartiales dans des pays où la désinformation, les prises de parti et les rumeurs ont la part belle, notamment à l'encontre des missions onusiennes. Les radios peuvent alors contre-carrer les fausses informations et réexpliquer le mandat de la mission. Elles ont la délicate tâche de sensibiliser les populations à la vérification de leurs sources d'information, une prise de conscience qui demande un travail de longue haleine. Mais aussi une diversification des supports linguistiques, afin de toucher le plus d'auditeurs possibles.

Dans un second temps, ces radios sont aussi vectrices d'échange. Elles hébergent des émissions de débat réunissant des acteurs diversifiés, voire clairement opposés, ce qui reste rare dans des pays marqués par des conflits. Elles mettent aussi en avant des groupes et communautés minoritaires participant ainsi à l'émergence d'une société civile plurielle et ouverte d'esprit, pilier majeur de la construction d'une société post-conflit.

Enfin, elles favorisent la professionnalisation du secteur du journalisme dans son ensemble, facilitant l'émergence d'une nouvelle génération de reporters, animateurs et éditeurs, capables de vivre de leur métier et au fait des exigences d'une information indépendante et vérifiée. C'est l'un des discrets mais profonds succès de Radio Okapi en RDC, puisqu'une grande partie des journalistes actifs dans la profession ont fait leurs armes au sein de la radio onusienne.

Si l'utilité de ces outils n'est plus à démontrer, il en reste que leur avenir est loin d'être garanti. En RDC, le retrait progressif de la MONUSCO a conduit Radio Okapi à réduire la voilure en termes de personnels et à s'appuyer sur d'autres agences onusiennes pour assurer l'hébergement de ses émetteurs. Si l'avenir de la radio n'est pas encore tranché, la perspective de la fin de la mission interroge quant aux



capacités de la station à se maintenir au-delà de ce retrait. Un transfert de sa gestion vers un autre acteur national ou régional – à l’instar de la radio de l’UNMIL au Libéria qui a été confiée à la Cédéao en 2018 – ou sa prolongation sous un mandat onusien plus politique restent possibles, mais les difficultés rencontrées par la mission dans l’Est du pays, les tensions croissantes avec les populations et la perspective d’élections tendues en décembre 2023 pourraient être de sérieux obstacles à la préparation sereine de ces changements considérables.

Au Mali, l’action de Mikado FM reste tributaire d’une OP particulièrement en difficulté, et dont le renouvellement du mandat à l’été 2023 reste l’objet de toutes les incertitudes, y compris pour la radio, dont les financements et les ressources tant matérielles que humaines pourraient s’en voir grandement chamboulés.

Sans vouloir être pessimiste, il est important de souligner les défis majeurs qui se profilent à l’horizon pour ces stations, que ce soit en matière de pérennisation de leurs financements, du maintien de leur personnel et de leurs équipements, et de la préservation à long terme (voire par-delà leur OP d’attache) de leur ligne éditoriale pluraliste et en faveur de la paix. Il est nécessaire d’anticiper sur ces questions, au risque de mettre en péril un outil précieusement utile à la paix.

---

[Solène Jomier](#) est chercheuse au sein du Groupe de Recherche et d’Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP) et assure la coordination de l’Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix depuis 2022.